



**RASSEMBLEMENT DEVANT LA MAISON D'ARRÊT POUR HOMMES DE FLEURY-MÉROGIS,
SAMEDI 8 AVRIL 2017 À 13H, EN SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIER-E-S.**

Printemps 2016. Loi Travail. Le gouvernement impose une nouvelle loi pour mieux nous exploiter. Mais des milliers de gen.te.s descendent dans la rue : grèves, manifs, blocages, occupations, émeutes et actions en tout genre. Le pouvoir, de concert avec les syndicats et les médias, tente la division du mouvement entre bons et mauvais manifestant.e.s pour mieux réprimer : interdictions de manifester, nasses, violences policières, condamnations, incarcérations... Il semble que certaines enquêtes soient toujours en cours. En décembre dernier, une personne a été incarcérée pour des dégradations lors d'une manifestation sauvage en avril.

Le 18 mai, alors que se tient une manifestation de flics sur la place de la République à Paris, une contre-manifestation sauvage s'élanche et laisse éclater sa colère en incendiant une voiture de police quai de Valmy. Les médias et la Justice parlent de « tentative d'homicide » pour mieux frapper. Des personnes sont arrêtées et mises en détention, aujourd'hui quatre personnes sont encore derrière les barreaux, et quatre sous contrôle judiciaire.

Juillet 2016. A Beaumont-sur-oise, Adama est arrêté et, comme tant d'autres chaque année, meurt entre les mains des gendarmes. Plusieurs jours d'échauffourées s'ensuivent. Immédiatement les médias relaient les versions mensongères et grossières des flics et du pouvoir, mais la ténacité de la famille permet de mettre à jour une autre version, et d'exprimer une rage qui fait écho à beaucoup d'autres. Des rassemblements, communiqués, manifestations, et actions de soutien à travers la France permettent d'instaurer un rapport de force. Mais cette agitation dérange. Aux arrestations des émeutiers solidaires s'ajoutent celles de deux frères d'Adama suite à une perturbation de conseil municipal. Aujourd'hui l'un d'eux est mis en examen et incarcéré avec d'autres, accusé d'avoir tiré sur des policiers pendant les émeutes.

Octobre 2016. Deux voitures de flics qui protégeaient une caméra de surveillance plusieurs fois sabotée, brûlent à Viry-Chatillon. Outre les arrestations, les perquisitions dans le quartier de la Grande Borne à

Grigny et des dizaines de garde-à-vue, le harcèlement policier se fait de plus en plus insistant. Tous les flics ont quartier libre et se lâchent sur la population.

Septembre et novembre 2016. Deux mutineries éclatent à la nouvelle prison de Valence, au sein du Quartier Maison Centrale (pour les longues peines). Les 25 septembre et 27 novembre derniers, des prisonniers s'attaquent à des matons pour récupérer leurs clefs et ouvrir les cellules du bâtiment. Une cinquantaine de mutins détruisent alors les caméras de vidéo-surveillance et mettent le feu à des matelas. Des agents de l'ERIS, l'équipe régionale d'intervention et de sécurité, interviennent à chaque fois et les mutineries prennent fin en quelques heures. L'État s'est vengé de ces actes de révolte en accusant quelques prisonniers d'être les meneurs et responsables de ces mutineries, pour montrer l'exemple et saper leur aspect collectif. Pour celle de septembre, 3 personnes ont été condamnées à 3 ans de prison ferme par le tribunal de Valence, le 6 janvier dernier. Pour la suivante, les deux prisonniers ont été jugés le 10 mars 2017, par le même tribunal. Ils ont pris cinq ans ferme chacun, ils ont fait appel.

Février 2017. Un contrôle de police à Aulnay-sous-Bois s'accompagne d'insultes racistes, de violences et du viol de Théo. Ce n'est pas une bavure, juste une opération de police comme il y en a tant dans les quartiers populaires. La police assoit son pouvoir : elle frappe, insulte, humilie, viole et tue pour mieux nous mater. La scène est filmée et Théo témoigne. Malgré les tentatives du pouvoir de minimiser et de vouloir grossièrement faire passer ce viol pour un accident, des quartiers d'Aulnay se révoltent, suivis de nombreuses villes de la région : manifs, rassemblements, incendies, affrontements avec la police, actions en tout genre. De nouveau apparaît la figure du casseur et de la racaille. Médias, police et Justice travaillent ensemble pour taire la révolte, pour séparer les bon.ne.s des méchant.e.s. La réponse est immédiate : des centaines d'arrestations et de nombreuses condamnations.

L'État ne veut pas que soit remise en cause son autorité. Il veut une population docile qui accepte la marche absurde de ce monde où certains s'engraissent en exploitant et en soumettant d'autres.

Quand éclate une révolte, il tente de nous diviser, et peut ensuite réprimer plus facilement dans l'isolement et l'indifférence. Que ce soit contre une nouvelle loi, contre nos conditions de vie de merde, contre des violences policières, ou contre la prison, on a raison de se révolter. Pour être plus fort.e.s, il nous faut rester solidaires, ne pas laisser nos compagnon.ne.s de lutte seul.e.s avec les juges et les matons.

Retrouvons-nous SAMEDI 11 MARS 2017, À 13 HEURES DEVANT LA PRISON DE FLEURY-MÉROGIS, pour discuter avec les personnes qui se rendent au parloir, avec de quoi se faire entendre, pour que résonnent nos cris et slogans solidaires à travers les murs.

**SOLIDARITÉ AVEC LES ENFERMÉ.E.S !
VIVE LA RÉVOLTE, LIBERTÉ POUR TOU.TE.S !**

MAH de Fleury-Mérogis, 7 avenue des peupliers, 91705 Ste-Geneviève-des-bois

Ou rendez-vous à 11h45 à Porte d'Orléans, place du 25 août 1944 devant le café La Rotonde pour organiser le convoi' et prendre le bus collectivement